



Généralités

Mise au point du périmètre d'entretien

Feuille d'information Généralités sur l'art. 8 OUMin

20081030_Faktenblatt_UH-Peri_1_-_Allgemein_(H164-0484)_f_Stand per 1.1.2018.doc

Berne, le 30.10.2008 Shj/Jul (Etat au 1.1.2018)

Bases légales		
Loi ou ordonnance	Texte de la loi ou de l'ordonnance	Feuille d'information
Art. 8 OUMin Entretien	Al. 1. Sont englobés dans les frais d'entretien les dépenses liées : a. <u>aux parties intégrantes des routes nationales</u> énumérées à l'article 2 de l'ordonnance du 7 novembre 2007 sur les routes nationales (ORN), à l'exception des installations annexes; b. <u>aux autres installations qui sont au service des routes nationales</u> , indépendamment de leur relation de propriété, telles que les ouvrages de consolidation du terrain, les talus, les croisements avec d'autres voies de communication et conduites, les chemins et accès servant aux travaux d'entretien, les fossés, les systèmes de drainage, les aménagements de ruisseaux et de rivières.	Généralités
	Al. 2 L'Office fédéral des routes (OFROU) détermine au cas par cas quels coûts sont considérés comme des frais d'entretien.	
	Al. 3 Si des installations sont utilisées en commun avec des tiers, l'OFROU détermine la participation fédérale aux coûts en fonction des intérêts de la route nationale.	
Art. 8, al. 1 LRN Souveraineté et propriété	Les routes nationales sont placées sous l'autorité de la Confédération en matière routière et lui appartiennent.	
Art. 2 ORN Parties intégrantes des routes nationales	Font partie des routes nationales, compte tenu de la forme de leur aménagement et des exigences découlant d'impératifs techniques :	
	a. la chaussée;	NSV 2a

	b. les ouvrages d'art, y compris les passages supérieurs et inférieurs nécessités par la construction, exception faite des conduites et autres installations similaires appartenant à des tiers;	NSV 2b
	c. les jonctions, y compris les tronçons de raccordement rejoignant la prochaine route cantonale, régionale ou locale importante, pour autant que ceux-ci servent principalement au trafic à destination de la route nationale, ainsi que les intersections et giratoires;	ORN 2a <i>Mobilité douce</i> ORN 2c-1 <i>Jonctions</i> ORN 2c-2 <i>Raccorde-ments</i>
	d. les installations annexes avec les rampes d'accès et de sortie ainsi que, le cas échéant, les chemins de desserte;	
	e. les aires de repos avec les rampes d'accès et de sortie ainsi que les ouvrages et installations qui en font partie;	
	f. les installations servant à l'entretien et à l'exploitation des routes telles que les centres d'intervention, les centres d'entretien, les services de protection, les dépôts de matériel, les équipements de télécommunication, les dispositifs de contrôle des poids et autres éléments du trafic ainsi que les installations de surveillance du trafic et de relevé de l'état de la route et des données météorologiques, y compris les banques de données nécessaires;	
	g. les ouvrages et installations pour l'évacuation des eaux, l'éclairage et la ventilation ainsi que les dispositifs de sécurité et les conduites;	
	h. les dispositifs de trafic tels que les signaux, les installations de signalisation lumineuse, les marquages, les clôtures, les dispositifs anti-éblouissement;	
	i. les équipements de guidage, de relevé et d'influence sur le trafic et les installations de gestion du trafic telles que les centrales prévues à cet effet, les aires d'attente et de dépôt, les systèmes d'analyse et les systèmes de gestion opérationnelle du trafic, y compris les banques de données nécessaires;	
	j. les plantations ainsi que les talus dont l'entretien ne peut pas incomber aux riverains;	
	k. les ouvrages de protection contre les avalanches, les chutes de pierre et ceux de consolidation du terrain, les ouvrages de protection contre les crues et les congères qui servent de façon prépondérante les intérêts de la route nationale;	
	l. les ouvrages et installations aménagés au titre de la protection de l'environnement;	
	m. les centres de contrôle du trafic lourd, y compris les rampes d'accès et de sortie, ainsi que les ouvrages et les équipements techniques nécessaires tels que les balances ou laboratoires;	
	n. les voies et les aires de stationnement situées dans la zone des routes nationales, y compris les rampes d'accès et de sortie.	
	o. les installations douanières, à l'exception des infrastructures utilisées pour le dédouanement.	

Mise en oeuvre technique	
Périmètre d'entretien	<p>Le périmètre d'entretien désigne tous les objets des routes nationales dont la Confédération, en vertu de l'art. 8 OUMin, prend en charge les frais d'entretien (let. a) ou participe à l'entretien (let. b).</p> <p>L'Office fédéral des routes a défini l'interprétation des bases légales et les règles de mise en oeuvre dans des feuilles d'information.</p> <p><u>Remarques générales:</u></p> <p>La propriété de tous les objets doit de cas en cas être réglée soit par une convention spécifique ou par un ajustement des limites.</p> <p>Toutes les conventions spécifiques seront réglées selon le principe de l'utilisation.</p> <p>Les alignements selon la loi sur les routes nationales sont réglées dans une procédure séparée.</p> <p><i>Chaussée (lit. a):</i></p> <p>Les parcelles de routes doivent respectivement faire l'objet d'un ajustement des limites ou être réglées par des conventions spécifiques. Font partie intégrante des routes nationales les banquettes des deux côtés ainsi que les constructions de soutien au service de la route nationale.</p> <p><i>Dessertes latérales de routes de faible importance (lit. d):</i></p> <p>Le périmètre des routes nationales suit la chaussée. Aucune desserte latérale n'est reprise (à l'exception des jonctions selon feuille d'information ORN 2c-1).</p> <p><i>Ouvrages et installations hors du périmètre des routes nationales (lit. g):</i></p> <p>La compétence de l'OFROU pour les ouvrages et installations hors du périmètre des routes nationales mais au service de celles-ci (par. ex. conduites de drainage) doit être réglée si possible par une convention spécifique. Exceptionnellement (par ex. à la demande expresse de l'autre partie) et en concertation avec RDL, la limite peut être réglée en droit réel.</p> <p><i>Eclairage (lit. g):</i></p> <p>L'éclairage des cheminements piétonnier demeure la propriété de tiers. Dans les cas où le manuel FHB définit comme nécessaire éclairage pour les installations dans le périmètre OFROU, la compétence d'exploitation et d'entretien de cet éclairage (par ex. pour des trottoirs) est transférée au tiers et indemnisée sur la base d'un contrat de financement, d'entretien et de maintenance.</p> <p><i>Evacuation des eaux (lit. g):</i></p> <p>Pour l'évacuation des eaux servant également à des tiers, la propriété, la maintenance et l'entretien des installations doivent être réglés par convention spécifique.</p> <p><i>Dispositifs de trafic (lit. h):</i></p> <p>Les dispositifs de trafic et de signalisation qui font partie intégrante des routes nationales et sont dans le périmètre des routes nationales sont repris. Au besoin, les éventuels coûts d'exploitation (éclairage, commande, etc.) sont réglés séparément.</p> <p>Les installations de feux de trafic qui font partie intégrante des routes nationales passent en propriété de la Confédération. Le financement de parties d'installation servant à la mobilité douce et aux dessertes de faible importance est attribué au tiers sur la base d'une règle de répartition des coûts à définir. Pour l'attribution des installations servant à la mobilité douce, en particulier dans le cas de voies de raccordement jusqu'à la prochaine route cantonale, régionale ou locale, il y a lieu de se référer à la feuille d'information 2a.</p>

	<p><i>Arrêts de bus (lit. n):</i></p> <p>Les arrêts de bus en forme de baies sont attribués au tracé des routes nationales. Les arrêts de bus hors du tracé ne sont pas repris. Le respect des exigences de la loi fédérale sur la limitation des inégalités frappant les personnes handicapées (LHand RS 151.3) incombe au propriétaire du cheminement piétonnier.</p> <p><u>Conventions orales sur l'exploitation et l'entretien :</u></p> <p>Conformément à la présente feuille d'information, les conventions orales sur l'exploitation et l'entretien doivent être réglées par écrit avec l'OFROU.</p>
Evaluation de la fonction technique	L'évaluation des différents éléments des routes nationales et des exigences découlant d'impératifs techniques s'effectue conformément aux principes suivants :
	<ul style="list-style-type: none"> • Toutes les évaluations concernant l'appartenance au périmètre d'entretien s'effectuent d'après la fonction actuelle (et les volumes de trafic actuels). Les normes et standards reconnus en constituent les bases.
	<ul style="list-style-type: none"> • L'évaluation est contrôlée à l'échelle nationale pour toutes les installations et tous les éléments des routes nationales, indépendamment des mises au point et des définitions adoptées les années précédentes entre l'OFROU et les cantons. C'est le seul moyen d'atteindre une égalité de traitement entre tous les cantons.

Cas	
Cas A	<p><u>L'OFROU veut désigner un objet comme élément des routes nationales, le canton ne le veut pas.</u></p> <p>Argumentation OFROU:</p> <p><u>L'objet en fait partie intégrante selon l'art. 2 ORN,</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Conséquence: transfert de la propriété et intégration dans le périmètre d'entretien - Conséquence: art. 8, al. 1, let. a OUMin (entretien en principe fédéral à 100%), sous réserve de la participation de tiers aux coûts en cas d'utilisation commune.
Cas B	<p><u>Le canton veut désigner un objet comme élément des routes nationales, l'OFROU ne le veut pas.</u></p> <p>Argumentation OFROU:</p> <p><u>L'objet n'en fait pas partie intégrante selon l'art. 2 ORN,</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Conséquence: l'art. 8, al. 1, let. a OUMin n'est pas applicable; - Conséquence: décision négative concernant la propriété, pas d'intégration dans le périmètre d'entretien.
Cas C	<p><u>L'OFROU veut intégrer un objet dans le périmètre d'entretien des RN.</u></p> <p>Argumentation OFROU:</p> <p><u>L'objet ne fait certes pas partie intégrante des RN en vertu de l'art. 2 ORN mais il est au service des RN en vertu de l'art. 8, al. 2, let. b OUMin</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Conséquence: intégration dans le périmètre d'entretien, utilisation commune et participation à l'entretien fixée par un contrat.
Cas D	<p><u>Le canton veut faire entrer un objet dans le périmètre d'entretien des RN, l'OFROU ne le veut pas.</u></p> <p>Argumentation OFROU:</p> <p><u>L'installation n'est pas au service des RN en vertu de l'art. 8, al. 1, let. b OUMin,</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Conséquence: l'ar. 8, al. 1, let. a OUMin n'est pas applicable; - Conséquence: décision négative concernant l'entretien, objet non repris dans le périmètre d'entretien.